

Ecole Nationale de la Magistrature  
Institut National du Travail, de l'Emploi  
et de la Formation Professionnelle  
Association Française de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale

**JOURNÉE ANNUELLE DES JURISTES DU TRAVAIL**

**Vendredi 7 décembre 2007**

**Association Immobilière de l'Ecole Militaire (ASIEM),  
6 rue Albert de Lapparent, Paris, 7<sup>e</sup>  
(Métro ligne 10, station Ségur)**

**Pas d'inscription préalable**

**PROCÉDURES COLLECTIVES ET SALARIÉS**

**Présentation de la Journée**

Les procédures de traitement des difficultés des entreprises qu'institue et règle le Code de commerce (conciliation, sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) concernent ou affectent très directement les droits et intérêts des salariés de ces entreprises et les institutions représentatives du personnel.

Leur déroulement appelle une certaine intervention de ces représentations, dont l'avenir, autant que l'emploi des salariés, peut se trouver compromis par la situation de crise donnant lieu à l'ouverture de l'une ou l'autre de ces « procédures collectives » ou par le déroulement de celle-ci.

L'objectif de cette nouvelle Journée des juristes du travail, organisée par l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP) et l'Association Française de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale (AFDT) est de faire le point sur les règles (du Code du travail et de Code de commerce notamment) applicables dans ces circonstances et aux problèmes de rupture des contrats de travail ou de règlement des créances salariales.

**Programme.**

- 8 h 45**      *Accueil*, par André CANO, Directeur de l'INTEFP
- 9 h**            Sous la présidence de Jean-Denis COMBEXELLE, Directeur général du travail, Vice-président de l'AFDT
- Présentation du thème de la Journée*, par Pierre BAILLY, Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation
- 9 h 15**        *L'intervention des représentants du personnel en amont et dans le cadre des procédures collectives*  
par Quentin URBAN, Maître de conférences à l'Université R. Schuman de Strasbourg
- 10 h 30**      Pause

- 10 h 45** *Procédures collectives et sort des institutions représentatives du personnel,*  
par Pierre-Yves VERKINDT, Professeur à l'Université de Lille II
- 11 h 15** *Procédures collectives et sort des salariés protégés,*  
par Yves STRUILLOU, Maître des requêtes au Conseil d'Etat
- 12 h 30** Fin des travaux de la matinée
- 14 h** Sous la présidence de Pierre BAILLY, Conseiller à la Cour de cassation
- 14 h 15** *Procédures collectives et sort de l'emploi des salariés ordinaires,*  
par Yves CHAGNY, Doyen honoraire de la Chambre sociale de la Cour de cassation,  
Ancien vice-président de l'AFDT
- 15 h** *Procédures collectives et règlement des créances salariales,*  
par Francis ROUSSELOT, Directeur du département juridique de l'AGS
- 15 h 45** *Les difficultés rencontrées par les praticiens,*  
Table ronde, avec :
- Georges GALLET, Vice-président du Tribunal de commerce de Paris  
Charles CARBONI, Administrateur judiciaire, Cabinet Segard et Carboni, Nanterre  
Michel HENRY, Avocat au Barreau de paris  
Thomas KAPP, Directeur départemental adjoint du travail de la Drôme  
Emmanuel PIWNICA, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation
- 17 h 15** *Conclusion de la Journée,*  
par Antoine JEAMMAUD, Président de l'AFDT